

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 54

Excusés : 14

Absents : 12

REUNION DU 26 FEVRIER 2024

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, le **LUNDI VINGT-SIX FEVRIER** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **vingt février deux mille vingt-quatre**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT

PRESENTS

M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GODARD Jacques, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, Mme FAOUZI Hanane, M. GUYON Olivier, Mme LAGNEAU Muriel, M. MARQUES Paulo, M. MORIN Sébastien, M. VAZ Micaël, Mme YERRO Georges-Marie,

AYANT

DONNE

POUVOIR A

Mme VALLETON Martine, Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme ELSODY Arhella, M. RAMADIER Alain, Mme BELMOUDEN Fatima, M. TURBIAN Julien, M. SAULIERE Gilles, Mme JAOUANI Amel, M. DACHIVILLE Romain, Mme MOREAU Chantal, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme MENDES Odette,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme BENAMOUR Mériem, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEYER Karine, Mme SAGO Aïssa, Mme YOUSSEF Mélissa,

SECRETAIRE

DE SEANCE

M. EL KOURADI Fouad

DELIBERATION N°14 – FONCIER - DELIBERATION RECTIFICATIVE D'ERREUR MATERIELLE DE LA DELIBERATION N°159 DU 18 DECEMBRE 2023 CONCERNANT LA DELEGATION A LA COMMUNE DE BLANC-MESNIL DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN ET DU DROIT DE PRIORITE DANS LES SECTEURS D'INTERET COMMUNAL

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de monsieur Jean-Philippe RANQUET,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5219-5 et L. 5211-9,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 210-1, L. 211-1 et suivants, L. 213-1 et suivants, L. 240-1 et suivants, R. 211-1 et suivants, R. 213-1 et suivants,

Vu la délibération n° 17 du conseil de territoire en date du 20 mars 2017 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité,

Vu la délibération n° 49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité,

Vu la délibération n°53 – Aménagement- du 11 juillet 2020 portant sur la délégation à la commune de Blanc-Mesnil de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,

Vu la convention d'intervention foncière entre l'établissement public foncier d'Ile-de-France, la commune de Blanc-Mesnil et l'établissement public territorial (EPT) Paris Terres d'Envol signée le 19 juillet 2019,

Considérant que le transfert de la compétence plan local d'urbanisme à l'établissement public territorial emporte automatiquement le transfert du droit de préemption urbain pour les périmètres qui avaient été précédemment arrêtés par les communes, sans que la présente délibération ne vienne les modifier.

Considérant que le droit de préemption urbain a été institué sur le territoire de la commune de Blanc-Mesnil par la délibération du conseil de territoire du 11 juillet 2020.

Considérant que l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme permet au titulaire du droit de préemption urbain de déléguer son droit notamment à une collectivité locale sur une ou plusieurs parties des zones

conservé en préfecture
093-200058097-20240226-14-26-02-2024-DE
Date de télétransmission : 08/03/2024
Date de réception préfecture : 08/03/2024

Considérant que la nécessité de coordonner les actions en matière de droit de préemption urbain de l'établissement public territorial et des communes membres selon leurs compétences respectives implique que l'établissement public territorial délègue à ses communes membres l'exercice du droit de préemption urbain en dehors des secteurs présentant un intérêt territorial, dans lesquels il demeure compétent et en dehors des secteurs dans lesquels la commune de Blanc-Mesnil avait antérieurement consenti des délégations de l'exercice du droit de préemption urbain.

Considérant que les périmètres de délégation du droit de préemption urbain ont évolué depuis la délibération n°53 du 11 juillet 2020.

Considérant que l'établissement public territorial est notamment compétent en matière d'aménagement du territoire, de planification, de développement économique et de politique de la ville dont les périmètres d'intervention constituent le socle des périmètres du droit de préemption d'intérêt territorial.

Considérant que la délibération n°159 du conseil de territoire du 18 décembre 2023, n'indiquait pas expressément au sein de la cartographie annexée le périmètre délégué à la métropole du Grand Paris.

Considérant la nécessité d'actualiser les périmètres de droit de préemption urbain en fonction des compétences du territoire, des villes et de la métropole du Grand Paris.

Considérant que sur le territoire de la commune de Blanc-Mesnil les secteurs d'intérêt territorial, les secteurs d'intérêt communal et les secteurs de compétence de la métropole du Grand Paris sont identifiés dans la cartographie annexée à la présente délibération.

Après en avoir délibéré :

- **Approuve** la rectification de la délibération n°159 du conseil de territoire du 18 décembre 2023, par la nouvelle cartographie annexée mentionnant les secteurs d'intérêt territorial, les secteurs d'intérêt communal et les secteurs de compétence de la métropole du Grand Paris.
- **Dit** que les autres éléments de la délibération n°159 du conseil de territoire du 18 décembre 2023 restent inchangés.
- **Précise** que la présente délibération sera affichée en mairie de Blanc-Mesnil et au siège de l'EPT pendant un mois. Mention en sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département. Par ailleurs, une copie de la délibération et de ses annexes sera adressée au directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près les tribunaux de grande instance dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux.
- **Précise** que le dispositif de la présente délibération sera transmis dans le mois, pour affichage, aux communes membres et sera publié dans un recueil des actes administratifs de l'EPT.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Adopté à l'unanimité

(65 voix pour, 3 abstentions : Rachid BELOUCHAT,
Didier MIGNOT, Oussouf SIBY)


Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240226-14-26-02-2024-DE
Date de télétransmission : 08/03/2024
Date de réception préfecture : 08/03/2024